



BAYROU : LA SURENCHÈRE DANS L'ENFUMAGE DU CONSTAT PARTAGÉ

Le 8 septembre, François Bayrou convoque l'article 49.1 pour quémander la confiance de l'Assemblée nationale et se présenter comme seul rempart face au surendettement de la France.

La dette, seul sujet alarmant selon lui pour l'avenir de la France et de celles et ceux qui y vivent, n'est en fait qu'une construction machiavélique pour aliéner les peuples et garantir l'accaparement des richesses par les ultra-riches et les banques. Les Français.es réclament la justice !

Il est impossible de faire confiance à ceux qui, depuis des années, ont provoqué la crise en sacrifiant l'industrie et les services publics, en multipliant les niches fiscales, en offrant comme en 2023, 211 milliards aux entreprises sans aucune contrepartie d'utilité pour l'intérêt général tout en aggravant le dérèglement climatique. Durant cette période, le nombre de plans sociaux a doublé, le versement des dividendes aux actionnaires a battu des records, l'optimisation fiscale s'est accélérée et le pouvoir de vivre dignement a reculé. Comme cela a été révélé par la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques, certains grands patrons auditionnés ont reconnu qu'ils n'avaient pas besoin de bénéficier de tout ou partie de ces 2267 dispositifs d'aide publique. La commission a donc demandé que chaque euro public versé soit désormais lié à des obligations claires : maintenir l'emploi, protéger l'environnement et garantir l'ancrage local.

Pas de confiance pour les marchepieds du CAC40 !

Ce que nous voulons, c'est un autre gouvernement, une autre politique : au service du travail, des salaires, de l'emploi, de la justice sociale et du climat.

Le monde, l'Europe et la France s'enfoncent dans les guerres, les crises économiques, énergétiques et financières, les régressions sociales et démocratiques, le dérèglement climatique. L'humanité est à un tournant de son histoire. L'affrontement entre le capital et le travail est exacerbé. Le capitalisme, en crise systémique depuis des décennies, se montre incapable de répondre aux immenses défis posés à l'humanité. Ce sont les peuples qui en paient le prix par le chômage, la précarité, la dégradation de leurs conditions de vie sociales et environnementales. En France, la droite et l'extrême droite n'ont pour projet que de perpétuer un système au profit exclusif de la classe capitaliste. Elles divisent pour cela la société en attisant les peurs, la xénophobie et le racisme. Le contexte mondial et national inquiète chacune et chacun à juste titre : la peur du lendemain et le souci pour les générations à venir sont une réalité palpable et quotidienne. Cependant, nous sommes aujourd'hui des millions de citoyens, engagés ou pas, à aspirer à changer la vie au travail et en dehors du travail, des millions à vouloir que nos fins de mois riment avec autre chose que privations. C'est un peu le sens que prend le mouvement du 10 septembre avec un certain nombre d'ambiguïtés. Encore faut-il que cette colère construise une réelle alternative avec comme boussole la justice sociale, fiscale, environnementale, sans discrimination, ni subordination.

AGENDA

29 août 19h à la FD

3ème rendez-vous départemental de la diffusion du bon de soutien à la fête de l'Humanité

6 septembre

conseil national

8 septembre

Vote de la confiance à Bayrou

12,13 & 14 septembre

Fête de l'Humanité – inauguration de l'espace départemental le vendredi 12 à 19h

21 septembre

Solidarité avec le peuple palestinien

Le PCF propose [un pacte pour l'avenir de la France](#) avec dix grands objectifs à la plus large discussion dans tout le pays, un pacte au service du climat et des urgences sociales. Fondamentalement, si nous, le peuple, ne reprenons pas la main sur l'argent, les banques, le crédit pour planifier les investissements nécessaires aux urgences sociales et environnementales, garantir des services publics à la hauteur des besoins, si nous ne révolutionnons pas le monde du travail dans les entreprises publiques et privées pour donner au travail son sens émancipateur et financer une sécurité d'emploi et de formation et l'étendre à d'autres besoins essentiels, alors il y aura toujours des « honnêtes gens » pour déplacer le curseur de la répartition des richesses à notre place.

L'émancipation du mode du travail et de la création ne se fera que par ses mobilisations et ses luttes.

VIE DU PARTI

40e CONGRÈS – été 2026

Le conseil national de notre parti du 5 juillet 2025 a décidé de convoquer notre 40e congrès à l'été 2026. Selon nos statuts, les différentes étapes de construction d'une base commune, de textes alternatifs et des différentes commissions seront indiquées ultérieurement.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

Compte rendu politique par Hélène Bidard

Mémoire, résistance, engagement

« Paix, planète, peuple ». C'est sous cette bannière que s'est ouverte, début juillet 2025, l'université d'été du Parti de la gauche européenne (PGE), accueillie au siège du Parti communiste français à Colonel-Fabien.

Dans un contexte européen marqué par la montée de l'extrême droite, les reculs démocratiques, les guerres et les offensives contre les droits des femmes et les LGBTQIA+, cet événement a rassemblé plus de 300 participants issus de 18 partis politiques européens, ainsi que de nombreuses fondations, mouvements sociaux, syndicats et personnalités engagées, dont 18 membres de la direction nationale du PCF engagés dans cet événement.

Les grands axes des débats : penser une stratégie commune face aux crises

1. Contre l'extrême droite, un contre-projet européen : Face à l'accession au pouvoir de l'extrême droite dans plusieurs pays et à sa normalisation médiatique, les participants ont affirmé la nécessité d'une réponse collective, et que rien n'est écrit par avance !

Avec Bora Yilmaz, Patricia Tejas, nous nous sommes engagés auprès de nos camarades européens pour réfléchir à un contre-projet, ne pas céder au repli en France comme en Europe, et construire des politiques concrètes, populaires et inclusives. La lutte antifasciste est aussi européenne.

2. Démocratie, féminisme et stratégie. La démocratie est menacée, pas seulement par les extrêmes, mais aussi par un capitalisme autoritaire et technocratique.

Shirley Wirten l'a rappelé : Le féminisme doit être un nouveau pilier internationaliste : non une simple parité, mais une transformation radicale de l'organisation politique, des rapports sociaux, de l'économie.

3. Paix et coopération contre la guerre comme projet politique. Dans un monde où la guerre devient un outil électoral, le PGE porte l'alternative d'un multilatéralisme des peuples et d'une diplomatie fondée sur le droit, la solidarité et la souveraineté populaire.

La guerre, nous le savons, tue les enfants des classes populaires, jamais ceux des oligarques. Contre cela, nous devons affirmer un internationalisme de paix active. En plus de la plénière sur les enjeux de défense, Vincent Boulet a organisé un événement de solidarité avec le peuple palestinien, et Charlotte Balavoine avec Cuba.

4. Écologie populaire, sociale et planifiée. Amar Bellal a pu intervenir pour rappeler que la crise climatique n'est pas qu'un enjeu environnemental, mais un enjeu de classe, de pouvoir et de démocratie, et que là aussi l'échelon européen est fondamental.

Refuser une écologie de marché, dénoncer l'accaparement des biens communs (eau, semences, territoires) et construire des alternatives basées sur les communs et la justice sociale est aujourd'hui une priorité pour la gauche européenne.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PARTI

[Discours d'ouverture de Guillaume Roubaud-Quashie](#)

[Discours de Fabien Roussel](#)

[Discours de clôture de Ian Brossat](#)

Certains ateliers sont à retrouver en cliquant sur ce [lien](#)



LES COMMUNISTES EN ACTION



collage à Nangis



collage à Fontenay-Trésigny



Journée à la mer organisée par la section Meaux



collecte à Meaux



Commémoration aux résistant.e.s et à la libération des communes de Seine-et-Marne
(Nangis, Plaine de Chanfroy – hommage aux 36 fusillés, Libération de Dammarie-Lès-Lys)

Face aux outrances du Maire de Saint-Raphaël et d'Hénin Beaumont en voulant installer des stèles à la mémoire des victimes du communisme, les seules victimes du PCF ont été les nazis et les collaborateurs, ceux qui furent les cofondateurs du parti de LePen. Ces communistes résistants croyaient, dur comme fer, aux lendemains qui chantent. Ils étaient totalement tournés vers les autres, sans arrières pensées, sans autres buts que la justice sociale, la liberté, l'égalité et la fraternité. Ils étaient entièrement tournés vers ceux qui, selon eux, n'avaient pas encore une conscience claire du malheur de vivre quand on appartient à une classe, celle des exploités face à celle des dominants, les exploités.